

**EDITORIAL****« Ah, Dieu ! que la guerre est jolie... »**

Le premier vers du poème *L'Adieu du cavalier* (*Calligrammes*, 1918), de Guillaume Apollinaire, mérite sa place ici.

D'autant que vient de mourir Richard Attenborough, qui réalisa le film musical *Oh! What a Lovely War*, en 1969, adaptation d'une comédie musicale.

Apollinaire est né en 1880 à Rome, sujet polonais de l'empire russe, sous le nom de *Wilhelm Albert Włodzimierz Aleksander Apolinary Kostrowicki*, le nom de sa mère. Engagé volontaire en France en 1915, blessé et naturalisé français en 1916, le poète meurt à Paris le 9 novembre 1918, trois jours avant l'armistice.

Apollinaire parle de ce qu'il connaît dans sa chair, Attenborough aussi, qui fut cameraman de guerre et prit part à des missions de reconnaissance de la Royal Air Force.

Les laudateurs de la guerre aujourd'hui ne la font pas. Ils l'habillent de bons sentiments, la tiennent pour fatidique. Politiciens et journalistes figurent en bonne place dans le déchaînement des passions belliqueuses, des partis-pris grossiers, des commentaires grotesques.

L'après Guerre-froide (qui ne le fut pas tant) est pleine de justifications des guerres concomitantes fallacieusement présentées comme inévitables. Les *spin doctors* s'activent en coulisse.

Jusqu'au 9 novembre, la Bibliothèque Nationale Suisse et le Musée de la communication présentent à Berne une exposition remarquable, sous le titre, « Sous le feu des propagandes - La Suisse face à la Première Guerre mondiale »  
A titre d'illustration commémorative, cette Lettre du GIPRI 22 présente le roman du Genevois

Louis Dumur *La croix rouge et la croix blanche*, publié en 1923. Son propos en dit long sur les stéréotypes et les clivages d'hier et d'aujourd'hui.

Pour qui prend la peine de gratter la croûte des apparences, les analogies sont nombreuses, dans les faits comme dans les discours, entre la Grande Guerre et notre époque. Quel historien, quel journaliste, fait le rapprochement entre les conditions imposées à la Serbie en 1914 et en 1999 ? En 1914, la Serbie accepte toutes les conditions de l'ultimatum autrichien, sauf une : des enquêteurs autrichiens en Serbie. En 1999, les Serbes acceptent toutes les conditions sauf une : le déploiement de troupes de l'OTAN sur l'ensemble de leur territoire. Le peu pacifiste Henry Kissinger note que l'ultimatum inacceptable de la conférence de Rambouillet valait prétexte aux bombardements.

N'épiloguons-pas sur les impostures archiconnues de Georges W. Bush et de son administration pour agresser l'Irak en 2003. Présentée comme inéluctable, l'agression occidentale de 2011 contre la Libye est éclairée d'un jour nouveau par Jean Ping, ancien ministre des affaires étrangères gabonais et ancien président de la commission de l'Union africaine (« Fallait-il tuer Kadhafi ? », *Le Monde diplomatique* août 2014 et Michalon, Paris, 2014). Il cite Thabo Mbeki, ancien président sud-africain : « Nous pensions avoir mis un terme à cinq cents ans d'esclavage, d'impérialisme, de colonialisme et de néo-colonialisme (...) Or les puissances occidentales se sont arrogé de manière unilatérale et éhontée le droit de décider de l'avenir de la Libye. » Jean Ping ajoute : « Pour nous, de toute évidence, le spectre de la guerre civile, de la partition, de la « somalisation » du terrorisme et du narco-traffic planait sur la Libye. » On connaît la suite.

En 2013, chaussant les rangs de Sarkozy, le président Hollande, contrairement à ses propos légalistes de campagne électorale, déclare la France prête à intervenir en Syrie, même sans

l'aval du Conseil de sécurité. Il faudra la sagacité du parlement britannique freinant le Premier ministre Cameron, puis la reculade du président Obama, pour dissuader les dirigeants français de se lancer dans l'aventure militaire. Quel journaliste évoque le projet de « Grand Moyen-Orient » lancé par Georges W. Bush la veille de son offensive contre l'Irak ?

Le cas ukrainien fait la part belle aux boutefeux. En février 2014, la visite des ministres des affaires étrangères polonais, allemand et français avait débouché sur un accord entre les parties ukrainiennes, violé aussitôt par les extrémistes. Les propagandes occidentales campent le président Poutine en nouveau Saddam Hussein, faisant fi de l'expansionnisme de l'OTAN depuis vingt ans, brillamment théorisé par Zbigniew Brzezinski. Elles n'ont rien à envier à la propagande russe, n'en déplaise à nos commentateurs embarqués (embedded journalists) sans s'en apercevoir.

Bien peu de ces commentateurs rappellent que la Libye et la Syrie maudites furent utilisées par l'administration étasunienne comme destinations de « transferts exceptionnels » (extraordinary renditions), autrement dit de délocalisation de la torture contre bien des suspects innocents. 54 pays mirent la main à la pâte, dont bien des démocraties supposées insoupçonnables [http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/02/05/extraordinary-rendition-axis-of-evil-iran-syria-cia\\_n\\_2621401.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/02/05/extraordinary-rendition-axis-of-evil-iran-syria-cia_n_2621401.html)

La « der des ders », la coalition supposée anti-Etat islamique, devrait déciller les plus crédules. Pilier de l'OTAN, la Turquie veut démanteler ses rivaux, pas son propre Etat. Les Kurdes sont utiles pour démolir l'Irak ou la Syrie mais ils sont odieux en Turquie.

<http://www.espritscorsaire.com/?ID=462/Fran%C3%A7ois%20d%E2%80%99Alan%C3%A7on> et [http://www.espritscorsaire.com/?ID=461/Richard\\_Lab%C3%A9vi%C3%A8re](http://www.espritscorsaire.com/?ID=461/Richard_Lab%C3%A9vi%C3%A8re)

Les frappes ont une allure cosmétique, sous les yeux de l'armée turque qui laisse s'entretuer ses

deux bêtes noire supposées, l'une, l'Etat islamique, étant jugée moins dangereuse que l'autre, les Kurdes de Turquie, empêchés d'aller soutenir leurs semblables syriens. Turquie et Israël sont les deux piliers régionaux de l'OTAN, d'où le soutien franc de la France, plus nuancé des Etats-Unis. Cette lettre contient aussi un texte sur la tragédie estivale de Gaza.

Allez voir l'exposition de Berne « Sous le feu des propagandes » en ayant à l'esprit les informations actuelles sur les conflits en cours. Les outils techniques se sont perfectionnés mais les ficelles des propagandes politiques n'ont guère changé. La réponse militaire est rarement inévitable et toujours insuffisante.

L'architecture de sécurité aurait mérité d'être mise à plat au sortir de la Guerre froide. Les relations Est-Ouest et Nord-Sud sont marquées par le passé. Les puissances gèrent le chaos qu'elles contribuent à générer.

Jusqu'à quand ?

*Gabriel Galice*  
*Président du Conseil de Fondation du GIPRI*

\* \* \*

## Inauguration de la Maison de la Paix



Le Président Burkhalter plante un chêne  
La Maison de la paix a été inaugurée le 3 octobre  
à Genève, en présence de nombreuses

personnalités, conduites par le Président de la Confédération Didier Burkhalter, chef du Département fédéral des affaires étrangères.

[http://graduateinstitute.ch/home/relations-publiques/news-at-the-institute/news-archives.html/\\_/news/corporate/2014/inauguration-de-la-maison-de-la](http://graduateinstitute.ch/home/relations-publiques/news-at-the-institute/news-archives.html/_/news/corporate/2014/inauguration-de-la-maison-de-la)

Le Président du GIPRI, le Dr. Gabriel Galice, a eu le plaisir de participer à cette belle manifestation. Le prestigieux édifice est le cœur du Campus de la Paix, dont le GIPRI est partie prenante. Puisse le lieu développer les synergies et partenariats que mérite la noble cause de la paix !

---

## POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE

### Nos barbares

Gabriel Galice

L'Occident ne peut pas accuser de barbarie les fanatiques de l'Etat islamique sans faire son examen de conscience, déclare Gabriel Galice, président de l'Institut international de recherches pour la paix à Genève. Et d'interroger: **combien de civils innocents meurent en Syrie sous le feu de nos missiles «civilisés»? Combien de djihadistes nos tueries «collatérales» vont-elles engendrer?**

Les guerres mobilisent les émotions plus rapidement que les réflexions; elles précipitent les partis pris, les insultes. Les guerres sont aussi des combats d'idées au travers de mots. L'«infowar» remplace la propagande d'antan. Les prétendus «djihadistes» sont qualifiés de «barbares» par leurs ennemis. Les djihadistes autoproclamés sont des blasphémateurs qui invoquent intempestivement leur Dieu pour justifier leurs turpitudes humaines. Dans la religion musulmane, le «grand djihad», le plus noble, est le combat contre soi-même, que les chrétiens, sur leur registre, nomment «vertu». Le petit djihad, moins

ambitieux, est la promotion de la foi par la parole et par le glaive, dont l'équivalent chrétien est la croisade.

**Les djihadistes sont-ils des barbares?** Oui, si l'on remonte à la source grecque du mot, qui désigne les étrangers qui parlent en borborygmes une langue incompréhensible. Au-delà, le risque est la négation de l'autre dans son altérité. L'exposition de Berne Sous le feu des propagandes, consacrée aux slogans de la Première Guerre mondiale, nous édifie sur les ressorts de la diabolisation de l'ennemi. Une affiche allemande intitulée «Sind wir Barbaren?» (Sommes-nous des barbares?) compare les pourcentages d'enfants sachant lire et le nombre de Prix Nobel en Angleterre, en France et en Allemagne. Pour douteuses qu'elles soient, les flatteuses statistiques allemandes répondent à une injure commode de leurs ennemis. De part et d'autre, ce furent des paysans, des artisans, des instituteurs, des commerçants, des intellectuels qui furent jetés dans des massacres fratricides par des engrenages diplomatiques, des jeux politiques, des intérêts économiques, des ambitions sociales, des fatuités militaires, des polémiques.

La violence islamiste (l'invocation de l'islam à des fins politico-militaires) est inhérente à notre «mondialisation armée» (Claude Serfati), conquérante, dont les Etats-Unis sont le fer de lance, l'OTAN le noyau dur, «les Occidentaux» l'appellation bien-pensante. Le doux commerce est une illusion soigneusement entretenue, dont des études menées au Gipri (cahiers La Guerre est-elle une bonne affaire? Les Causes des guerres à venir) et ailleurs (Sabine Kurtenbach/Peter Lock, Kriege als (über) Lebenswelten – Schattenglobalisierung, Kriegsökonomie und Inseln der Zivilität) font justice. Les chefs djihadistes sont des «entrepreneurs de violence» sur des «marchés de violence» (Tristan Landry) intrinsèques à la violence des marchés (du pétrole et autres). Leurs troupes sont des exaltés cherchant dans la violence et la cruauté une «identité» qui leur est refusée par ailleurs. L'expliquer ne l'excuse aucunement. Les romans de Yasmina Khadra (L'Attentat, Les Sirènes de

Bagdad notamment) nous en apprennent davantage que bien des experts sur les mécanismes de la violence islamiste ou islamisée.

Voir dans l'autre (personne, société) l'envers de soi-même est plus inconfortable que de nier son inhumaine humanité.

Le président Obama retrouve les accents martiaux de son prédécesseur, pour le plus grand bonheur des faucons. Le ministre Fabius fait l'économie d'une explication argumentée en stigmatisant «les égorgeurs de Daech». La triviale réalité est que les «Occidentaux» entreprennent depuis maintes décennies le «remodelage du Grand-Moyen-Orient», une zone allant du Maroc à l'Afghanistan. Pour ce faire, leurs alliés israéliens, saoudiens, qataris ou turs démantèlent les Etats (irakien, libyen, syrien), faisant obstacle à la «propagation de la démocratie» et à «l'ouverture de nouveaux marchés». Les guerres de religion (ou intra-islamiques) et les droits de l'homme sont les emballages marketing de ce dessein.

Les curieux liront avec intérêt les deux livres majeurs de **Benjamin Barber** – ancien conseiller diplomatique du président Clinton: Djihad versus MacWorld – mondialisation et intégrisme contre la démocratie et L'Empire de la peur – terrorisme, guerre, démocratie. Nos fanatiques et nos naïfs se berceront du discours puéril de la lutte entre les gentils et les méchants, prenant les jeux vidéo de Star Wars pour la réalité du monde.

Combien de civils innocents, femmes et enfants inclus, meurent en Syrie sous le feu de nos missiles «civilisés»? Ils n'ont pas leur visage sur nos écrans, ils ne sont pas même dénombrés, ils ne comptent tout simplement pas, ces Djamel et autres Aziza. Ne sommes-nous pas leurs «barbares»? Combien de djihadistes nos tueries «collatérales» vont-elles engendrer? Combien de fanatiques, d'abord instrumentalisés par nous, se sont-ils déjà retournés contre nous? Combien vont-ils le faire encore?

L'arbre des sabres sanglants ne doit cacher ni celui des missiles, ni la forêt du chaos du monde,

entretenu, parfois créé par nos dirigeants pour ses vertus dangereusement supposées créatrices.

*Gabriel Galice*

**LE TEMPS© 2014 LE TEMPS SA**

Pour nos amis germanophones une version en allemand de l'article de Gabriel Galice.

## Unsere Barbaren?

Kriege mobilisieren die Emotionen schneller als die Überlegungen; sie beschleunigen Voreingenommenheit und Beleidigungen. Die Kriege bestehen auch aus Kampfideen durch Schlagworte. Die sogenannten „Dschihadisten“ wurden von ihren Gegnern als „Barbaren“ bezeichnet. Heute spricht man von „Infowar“ (Infokrieg).

Die selbsternannten Dschihadisten sind in der Tat Gotteslästerer, die Allah einfach anrufen, um ihre Schandtaten und Absichten zu rechtfertigen. Die islamische Religion nennt den „Grossen Dschihad“ den Kampf gegen sich selbst, - das was die Christen für die Tugend halten.

Der weniger ehrgeizige „Kleine Dschihad“ charakterisiert die Ausbreitung des Glaubens durch das Schwert, aber nicht um jeden Preis - mit allen möglichen Mitteln.

Der „Kleine Dschihad“ ist mit dem christlichen Kreuzzug vergleichbar.

Sind diese Dschihadisten von IS (Islamischem Staat) Barbaren? Ja, nach der Quelle des griechischen Wortes, sind Barbaren diejenigen, die der griechischen Sprache nicht mächtig sind. Das heißt heute Ausländer, die eine für viele unverständliche Sprache sprechen bzw. der einheimischen Sprache nicht mächtig sind. Ansonsten ist die Benutzung des Wortes irrelevant, einfach nur, weil sie die unmenschliche Menschlichkeit des Anderen nicht in Betracht zieht. Die Verteufelung tut gut, aber bringt wenig

für den Verstand und das Verständnis. In diesem Sinne sprach Hanna Arendt von der „Banalität des Bösen.“

Die Ausstellung in Bern: „Im Feuer der Propaganda – Die Schweiz und der erste Weltkrieg“ ist ein gutes Beispiel für Manipulation in Kriegszeiten. So zeigt ein deutsches Plakat mit dem Titel „Sind wir die Barbaren?“, vergleichende Zahlen von alphabetisierten Schülern und Nobelpreisträgern in England, Frankreich und Deutschland, zugunsten des Reiches. In der Tat handelte es sich um Bauern, Kaufleute, Handwerker, Lehrer, die in das Räderwerk einer mörderischen Schlacht gegeneinander geraten. In Gang gesetzt haben dieses Räderwerk führende Aristokraten, Politiker, Offiziere und Geschäftsleute, Waffenunternehmer inbegriffen.

Islamistische Gewalt hat wenig mit der islamischen Religion, viel aber mit Politik und Geschäft zu tun. Sie ist Teil und die Kehrseite unserer „bewaffneten Globalisierung“ („mondialisation armée“ nach Claude Serfati). Die sogenannte Westliche Welt sind in der Tat die USA und ihre Verbündeten, de facto die NATO, die nach dem Kalten Krieg ihre Daseinsberechtigung verloren hat. Die Militäreinsätze sind Zeichen der westlichen Herrschaft, deren Hybris ihren Niedergang beschleunigen wird. Im Irak, in Libyen und anderswo hat der Westen „Schurkenstaaten“ gestürzt, dadurch aber unkontrollierbare Terroristen erzeugt. Diese Staaten bremsen die Ausdehnung des Westens und des Profits der Unternehmen.

Im Namen der Verbreitung der Demokratie und des Kampfes gegen Terror produzieren wir Terroristen, vielleicht mit der verdeckten Absicht, ein „kreatives Chaos“ zu schaffen. Der amerikanische Autor und Ex-Berater des US-Präsidenten Clinton, Benjamin Barber, erklärt das sehr klar in seinen zwei Büchern „Coca-Cola und heiliger Krieg: der grundlegende Konflikt unserer

Zeit“ und „Das Imperium der Angst: die USA und die Neuordnung der Welt“. Schlimmer noch ist, dass der Westen mit dem Feuer spielt, wenn er direkt Terrorgruppen finanziert und unterstützt, um einen Staat zu zerstören. Die Gegner manipulieren andere Gruppen. Diese „Stellvertreterkriege“ (Proxy wars) dauern nur eine Zeit lang. Dann gewinnen die Gruppen an Selbständigkeit oder sie teilen sich und werden unkontrollierbar, so wird Chaos zu Chaos hinzugefügt. Dies ist auch der Fall mit dem islamischen Staat.

Die Arbeiten unseres Friedensforschungsinstituts beweisen das. Aus unseren Sommerkursen mit qualifizierten Gästen haben wir Veröffentlichungen publiziert. 2007 war das Thema „Das Geschäft und der Krieg“. (*La guerre est-elle une bonne affaire?*). 2009 beschäftigten wir uns mit den Ursachen und Gründen der künftigen Kriege. (*Les causes des guerres à venir*). 2010 veröffentlichen wir unser zweites Buch über Irak, um die Meinung der Menschen in diesem Land in Erfahrung zu bringen. (*Quel avenir pour l'Irak ?*) Ähnliche Recherchen führten Kollegen von uns durch, wie z.B. Sabine Kurtenbach und Peter Lock, mit „*Kriege als (Über)Lebenswelten – Schattenglobalisierung, Kriegsökonomien und Inseln der Zivilität*“.

Diese „Barbaren“ handeln als „Gewaltunternehmer“ auf „Gewaltmärkten“ (Georg Elwert, Tristan Landry) wie eine Kriegsindustrie.

Die massakrierten Geiseln des Westens haben einen Namen und ein Gesicht, die Opfer der „Kollateralschäden“ unserer Bomben nicht. Die Ungezählten zählen nicht. Sie existieren aber, sie haben Verwandte und Bekannte.

Eine bestimmte Anzahl dieser Leute wird auf dem Weg des Dschihad bis zu unseren ruhigen Städten vordringen. Wir im Westen unterschätzen und verstärken gleichzeitig das Gefühl von Ungerechtigkeit und Demütigung im Irak und

anderswo. Die Romane von Jasmina Khadra „Die Attentäterin“, „Die Sirenen von Bagdad“ zeigen das eindrucksvoll und erfolgreich, besser als viele Experten. Noch gefährlicher sind unsere eigenen Dschihadisten, unsere Landsleute, ihre Bewunderer.

Die „Barbaren“ sind der Spiegel, den wir zerbrechen wollen, um in Ruhe unsere Taten zu rechtfertigen. Es handelt sich aber nicht darum, zu rechtfertigen, sondern zu verstehen.

*Dr. Gabriel Galice*

ist Stiftungsratspräsident des Internationalen Friedensforschungsinstituts in Genf. Autor (mit Christophe Miqueu) von *Penser la République, la guerre et la paix sur les traces de Jean-Jacques Rousseau*, Slatkine, Genève, 2012.

---

## **POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE**

### **GAZA 2014 - MEMORANDUM JURIDIQUE SUR LA PROTECTION DES CIVILS**

Emilia Richard

A la suite du kidnapping de trois jeunes israéliens le 12 juin 2014, les forces de sécurité israéliennes ont lancé de vastes opérations de recherches et d'arrestations en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Ces opérations ont inclus de graves restrictions à la liberté de mouvement des Palestiniens ainsi que de tragiques dommages à la propriété et aux personnes. Les corps des trois adolescents israéliens ont été découverts le 30 juin. En représailles après cette découverte macabre, les forces armées israéliennes ont commencé à frapper des cibles du Hamas et repris leur pratique de démolitions punitives de maisons, pratique qui avait été suspendue en 2005. En réponse, le

Hamas a lancé plus d'une centaine de roquettes sur l'Etat Hébreu. En date du 7 juillet 2014, Israël a lancé une opération militaire à Gaza, dont le nom de code est « Opération Bordure Protectrice ». La spirale infernale de la violence était à nouveau lancée, avec dans l'œil du cyclone, les populations palestiniennes et israéliennes littéralement prises en otage par les forces armées des différentes parties au conflit.

L'ampleur des hostilités a excédé de très loin celle des précédentes hostilités de 2012 et 2008-2009. Ceci autant en termes de durée et de pertes en vies humaines, qu'au niveau sans précédent de destruction dans la bande Gaza. L'Etat Hébreu a mené plus de 59'000 attaques sur Gaza, larguant 15'000 tonnes d'explosifs, ce qui équivaut à environ 30% de la puissance explosive de la bombe atomique qui avait été lâchée sur Hiroshima. Selon l'Office de coordination des affaires humanitaires (OCHA), 2'142 Palestiniens ont été tués ou sont morts de leurs blessures entre le 7 juillet et le 26 août. Parmi eux 1'474 seraient des civils, y compris 501 enfants et 257 femmes. Le statut de 381 personnes n'a pas encore été clarifié et 287 membres de groupes armés auraient été tués. 11'100 palestiniens, y compris 2'088 femmes et 3'374 enfants auraient été blessés dans ce même laps de temps. De plus, toujours selon OCHA, 18'080 unités de logements ont été totalement détruites ou sont devenues inhabitables, laissant environ 108'500 personnes sans domicile. Du côté israélien, quatre civils, dont un enfant et un civil étranger, auraient été tués, ainsi que soixante-six soldats israéliens et une personne dont le statut est incertain. Les disparités en terme de pertes humaines et de morts civiles et militaires sont deux indicateurs extrêmement significatifs.

Au nom d'un droit à la légitime défense faussement construit, la population civile de Gaza a été prise en otage autant par le Hamas que par l'Etat d'Israël. En effet, on ne saurait parler d'un droit à la légitime défense, qui relève du *jus ad bellum*, dans le contexte d'un conflit armé, en

cours depuis de nombreuses années, et plus précisément dans le contexte d'une occupation militaire ayant débuté en 1967. Car malgré le « désengagement » unilatéral israélien de la bande de Gaza en 2005, ce territoire est toujours considéré comme sous occupation effective. En effet, selon les termes du Plan de Désengagement, Israël maintient son autorité absolue et effective sur l'espace aérien de Gaza et sur ses côtes maritimes. De ce fait, l'Etat Hébreu exerce clairement une autorité gouvernementale sur ces zones. Si nous tenons compte de tous ces éléments, il est clair que le retrait des forces au sol israéliennes n'a pas mis fin à l'occupation. Le régime juridique applicable à Gaza est donc le droit de l'occupation. C'est donc le *jus in bello* qui s'applique et toute notion de légitime défense n'est plus juridiquement argumentable. En situation d'occupation militaire, ou de conflit armé, le corpus juridique qui s'applique s'appelle le droit international humanitaire. Ces règles sont claires et bien établies et régissent les interactions entre les belligérants. Le simple fait de justifier des attaques de haute intensité et extrêmement violentes contre des civils sans défense et totalement vulnérables au nom de la « légitime défense » est un non-sens total. Le droit d'Israël à se défendre contre les roquettes est clair. La difficulté de cet Etat à mener des combats face à un ennemi déployé parmi la population civile est reconnu. Cependant, ces difficultés qui sont propres à tout combat contre des forces insurrectionnelles, ne sauraient constituer des excuses pour se relever de ses obligations en matières de droit international humanitaire.

### **Rappel des obligations en matière de droit international humanitaire**

Le droit international humanitaire est le droit qui régit la guerre ainsi que la conduite des hostilités des parties au dit conflit. Ce droit stipule de manière claire que l'on ne peut pas attaquer n'importe qui, n'importe quoi, n'importe comment. Plus précisément, les principes cardinaux de nécessité militaire, d'humanité, de

distinction, de proportionnalité, de précaution, ainsi que l'interdiction d'utiliser certaines armes constituent les piliers du droit de la conduite des hostilités.

Les principes de nécessité militaire et d'humanité constituent l'épine dorsale du droit de la conduite des hostilités, à la lumière desquels les normes doivent être interprétées et appliquées. Le rôle de ces deux principes est de limiter le comportement des belligérants à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre un but militaire légitime, selon les circonstances propre à chaque cas.

Le principe de distinction, requiert des belligérants d'établir en tout temps une distinction entre les personnes civiles et les combattants, ainsi qu'entre les biens à caractère militaires et ceux de nature civile, ceci dans le but d'épargner les biens et les personnes civiles. Ce principe est un principe cardinal du droit international humanitaire et constitue un principe intransgressible du droit international coutumier. Autant au niveau du droit conventionnel que du droit coutumier, les attaques contre la population civile ou les objets civils font l'objet d'une interdiction absolue. Il n'y a pas de discrétion possible dans l'invocation d'une quelconque nécessité militaire comme justification. La définition de bien à caractère civil est complexe et doit être analysée à la lumière de plusieurs principes importants. En premier lieu, un bien peut être non seulement militaire par nature, mais peut l'être aussi par son emplacement, sa destination ou son utilisation. Un objet militaire apportera une contribution effective à l'action *militaire* et sa destruction totale ou partielle, sa capture ou sa neutralisation doit offrir un avantage militaire *précis*. En cas de doute quant à la nature de la cible, le droit établit clairement qu'un objet qui est normalement dédié à des buts civils (tels qu'écoles, maisons, lieux de cultes et installations médicales), est présumé ne pas être utilisé en vue d'apporter une contribution effective à l'action militaire.

En outre, toute attaque contre des biens doit être mesurée à la lumière des principes de proportionnalité et de précaution. Le principe de proportionnalité<sup>1</sup> stipule qu'il est interdit de lancer des attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens à caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu. L'application du principe de proportionnalité nécessite plusieurs étapes. En premier lieu, l'avantage militaire doit être *concret* et *direct*. Il ne peut être question de créer, avec une attaque donnée, les conditions menant à la capitulation de la partie adverse, au moyen d'une attaque qui nuit à la population civile de manière insidieuse. Un avantage militaire peut seulement être légal lorsqu'il contribue à anéantir ou affaiblir les forces *armées* de l'ennemi. En deuxième lieu, on doit prendre en compte dans le calcul de la proportionnalité non seulement les pertes et dommages civils directs et à court terme, mais également, pour autant qu'ils soient prévisibles, ceux qui sont indirects et sur le long terme. Toutes les personnes civiles, même celles qui s'érigent « volontairement » en « boucliers humains », doivent être comptées dans le calcul de la proportionnalité. En outre, et de manière extrêmement importante, le fait que l'une des parties au conflit utilise des « boucliers humains » pour protéger un objectif militaire, ceci en flagrante violation du droit international humanitaire, ne rendra pas l'objectif militaire immunisé d'attaque. Cependant, les dommages collatéraux subis par ces « boucliers humains » ne doivent pas être « excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et attendu » de l'attaque. En outre la partie attaquante devra prendre toutes les précautions requises pour éviter de toucher ces personnes.

Ceci nous amène au principe de précaution qui se présente sous deux aspects: les précautions dans

l'attaque (ou précautions actives) et les précautions contre les effets de l'attaque (ou précautions passives). Le principe de *précaution active* stipule que toute opération militaire doit être conduite en veillant constamment à épargner les personnes et biens civils. Dans cette optique, la partie attaquante est dans l'obligation de vérifier que les objectifs à attaquer sont bel et bien militaires et de mesurer les potentiels dommages collatéraux. Dans le cas contraire, l'attaque devra être interrompue ou annulée. L'attaquant doit aussi choisir les moyens et les méthodes de guerre qui éviteront, ou en tous les cas réduiront, les pertes et dommages civils. Et lorsqu'il peut choisir entre plusieurs objectifs militaires, l'attaquant est dans l'obligation de choisir celui qui causera le moins de danger pour les personnes ou biens civils. En dernier lieu, en cas d'attaque susceptible d'affecter la population civile, les belligérants sont dans l'obligation, à moins que les circonstances ne le permettent pas, de donner un avertissement en temps utile et par des moyens efficaces. Par *efficace*, il est entendu que l'avertissement doit donner assez de temps à la population civile de prendre les mesures nécessaires pour, par exemple, évacuer une zone. De manière absolument importante, le simple fait de procéder à des avertissements ne relève pas la partie attaquante des ses obligations sous les principes de distinction et de proportionnalité. Les *précautions passives* quant à elles stipulent que les parties au conflit armé doivent prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les personnes et biens à caractère civil soumis à leur autorité des effets des attaques. Chaque partie doit, dans la mesure du possible, éviter de placer des objectifs militaires à l'intérieur ou à proximité des zones fortement peuplées. Toujours dans la mesure de ce qui est pratiquement possible, les belligérants doivent éloigner du voisinage des objectifs militaires les personnes et biens civils soumis à leur autorité. En dernier lieu, comme évoqué un peu plus tôt, il est absolument interdit de se servir de « bouclier humain » pour protéger un objectif militaire. Comme nous l'avons vu, toutes les mesures de précaution sont sujettes à

<sup>1</sup>Article 51(5) Premier Protocol Additionnel aux Conventions de Genève; Règle 14 de l'Etude de droit international coutumier du CICR.

l'expression « dans la mesure du possible ». Les prescriptions contenues dans ces règles doivent être interprétées en construisant de la manière la plus étroite possible le pouvoir discrétionnaire d'attaque des belligérants, et, par là même, d'étendre la protection accordée aux civils. En tout état de cause, le fait de ne pas prendre les précautions nécessaires et efficaces déterminera le résultat du calcul de la légalité d'une attaque en matière de proportionnalité.

Les préoccupations quant aux événements qui se sont passés à Gaza lors de l'été 2014 sont reliées à des sérieuses questions quant à l'apparent échec dans le respect des principes susmentionnés. Les allégations en matière de violations de la part du Hamas et des forces armées israéliennes sont nombreuses : recours délibéré à une force disproportionnée ; attaques d'objets civils conduisant au massacre de civils ; attaques d'apparents objectifs militaires sans précautions nécessaires ; attaques indiscriminées ayant des conséquences sur la population et les objets civils sans distinction, spécialement lors d'opérations au sol ; attaques sur les écoles, y compris des écoles de l'UNRWA qui étaient utilisées comme abris par les personnes déplacées internes, en violation de l'immunité des locaux des Nations Unies ; attaques sur des hôpitaux, ambulances et personnel médical ; terrorisation et stratégie de punition collective de la population civile ; prises d'otages ; exécutions de « collaborateurs » ; allégations d'utilisation de boucliers humains ; camouflage d'armes dans des écoles ; positionnement d'objectifs militaires dans des zones très peuplées ; etc.

C'est pour cela qu'en date du 23 juillet 2014, au travers de sa résolution S-21/1, le Conseil des Droits de l'homme a décidé de dépêcher d'urgence une commission d'enquête internationale indépendante, afin d'enquêter sur toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, en

particulier dans la bande de Gaza occupée, dans le contexte des opérations militaires lancées le 13 juin 2014, que ce soit avant, pendant ou après. La commission d'enquête a été aussi notamment chargée d'établir les faits et circonstances de ces violations et des crimes perpétrés, d'en identifier les responsables, de faire des recommandations, en particulier sur les mesures de mise en cause des responsables, le tout en vue d'éviter l'impunité et d'y mettre fin et de veiller à ce que les responsables rendent compte de leurs actes, ainsi que sur les moyens de protéger les civils contre toute nouvelle offensive. La commission enquêtera sur les potentielles violations et crimes perpétrés par *toutes* les parties au conflit. En tant que membres de la commission d'enquête, le Président du Conseil des droits de l'homme a nommé William Schabas (Canada) comme président, ainsi que Doudou Diène (Sénégal) et Mary McGowan Davis (Etats Unis d'Amérique). La responsabilité principale d'assurer des voies de réparations pour les victimes et de mettre fin à l'impunité appartient aux autorités israéliennes et palestiniennes. Cependant, en constatation des manquements certains en la matière, le travail de cette commission d'enquête revêt une valeur particulièrement importante, voir même essentielle, dans le rétablissement du respect des droits de l'homme dans la région, et dans sa contribution à un règlement de la situation de Gaza qui est des plus urgents et qui ne peut être que global.

***Dr. Emilia Richard***

### POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE

## La crise ukrainienne dans une perspective étasunienne et la problématique de l'empire

Gabriel Galice

La vérité occidentale martelée veut que le Président Poutine entende reconstituer à la fois l'empire russe et l'Union soviétique.

Le Président Obama vint à Bruxelles proposer aux Européens de remplacer du gaz russe par du gaz étasunien, à l'heure où se prépare la grande affaire du Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique (PTCI).

### De l'Ukraine vue par les Etats-Unis

Tout cela n'est ni soudain ni inattendu pour qui prend la peine de relire les meilleurs stratégies des Etats-Unis. Dès 1997, Zbigniew Brzezinski explique dans son maître-livre: « Le grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde<sup>2</sup> » (actualisé par « Le vrai choix » en 2004) pourquoi et comment contrôler l'Eurasie. « L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale ». Né Polonais, successivement conseiller des présidents Carter et Obama, Brzezinski annonce que « Le but de ce livre est de formuler une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasiatique ». Hypothèses et raisonnements sont d'une grande rigueur intellectuelle. L'Eurasie est centrale, l'Amérique doit y être présente pour dominer la planète, l'Europe est la tête de pont de la démocratie en Eurasie, l'OTAN et l'Union européenne doivent de conserve étendre leur influence en Eurasie, les Etats-Unis doivent jouer

simultanément l'Allemagne et la France (carte des zones d'influences respectives de ces deux pays à l'appui), alliés fidèles mais, de façon différente, remuantes et capricieuses. Cela sera laborieux: « Quoi que l'avenir nous réserve, on peut raisonnablement conclure que la primauté américaine sur le continent eurasiatique sera soumise à de fortes turbulences et même confrontée à des épisodes de violence. » (p.85) L'auteur repère cinq « acteurs géostratégiques »: la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde et cinq « pivots géopolitiques »: l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran. Russie et Chine sont les deux limites à l'expansion projetée. « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'OTAN) pourrait être lourd de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs. » « Le dilemme se résume à un choix entre équilibre tactique et dessein stratégique ». Le « pivot géopolitique » ukrainien fait l'objet de longs développements: « Dès 1994, Washington accorde la priorité aux relations américano-ukrainiennes (p.140) (...) Au cours de la période 2005-2010, l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN ». Brzezinski suggère d'étendre à l'Ukraine le « triangle de Weimer » constitué en 1991 par la France, l'Allemagne et la Pologne pour en faire « la colonne vertébrale de la sécurité européenne. » « Une question essentielle se pose: ce scénario se déroulera-t-il dans un environnement apaisé ou dans un contexte de tension avec la Russie. » Nous avons la réponse. Mais le défi lancé aux Russes s'encombre peu de subtilités: « Pour que le choix de l'Europe - et en conséquence de l'Amérique - se révèle fructueux, la Russie doit satisfaire à deux exigences: tout d'abord rompre sans ambiguïté avec son passé impérial; ensuite, cesser ses tergiversations à propos de l'élargissement des liens politiques et militaires entre l'Europe et l'Amérique. » Bref, un désarmement unilatéral.

<sup>2</sup> Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures – Pluriel, 2002.

Benjamin Barber, ancien conseiller du président Clinton, complète utilement la vision étasunienne, dans une version plus modérée. Adversaire résolu du président George W. Bush et des néo-conservateurs, il oppose, dans son ouvrage « L'empire de la peur<sup>3</sup> », les « aigles », schématiques et brutaux, aux « chouettes », subtiles dans leur chasse entre chien et loup. Reste que les chouettes sont aussi des prédateurs. A la « guerre préventive », Barber préfère la « démocratie préventive », sans s'illusionner sur la « démocratie de marché » chère à certains démocrates : « Le désir de favoriser l'expansion de la démocratie forme une composante déterminante de la démocratie préventive comprise comme politique nationale de sécurité mais on confond souvent ce soutien avec le désir tout aussi intense d'exporter le capitalisme et de cultiver les marchés mondiaux. (...) Dans le secteur international, l'âge des robber barons (barons voleurs) – appelons-le les banques prédatrices ou les spéculateurs hors-la-loi – est de retour. »

Barber tient l'Etat-nation pour garant de stabilité : « A longue échéance, les Etats-nations restent l'expression la plus puissante de la communauté humaine et les meilleurs garants de stabilité (bien que pas toujours de démocratie). De plus, parce qu'ils se fondent sur la logique d'interdépendance (la logique du contrat social), ils disposent au moins sur le papier des moyens nécessaires pour parvenir à des formes mondiales de gouvernance démocratique. Dans la mesure où ils ne le font pas – ne s'étant pas engagés à construire des formes supranationales de gouvernance et des formes internationales de législation et de coopération –, l'anarchie naturelle qui caractérise les relations entre les nations risque fort de devenir toujours plus destructrice » (p.96)

Brzezinski distingue l'Europe géographique vassalisée (« Surtout l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique (...) »

Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires » p.88) de l'Europe géopolitique : (« Par Europe, nous entendons l'ensemble géopolitique uni par le lien transatlantique et engagé dans l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, tel qu'il prend tournure.<sup>4</sup>) »

La teneur de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE illustre largement la volonté de valoriser les richesses (« stocks » industriels et agricoles, « flux » pétroliers et gaziers en transit) de l'Ukraine moyennant quelques corruptions des nouvelles élites, au nom de « la concurrence libre et non faussée », de la « mobilité des travailleurs », de la « récupération ou du rapatriement des capitaux investis, de même qu'aux profits qui en découlent. » Le volet militaire n'est pas oublié : « promouvoir une convergence graduelle en matière de politique étrangère et de défense. » L'article 10 vise à « accroître la participation de l'Ukraine dans les opérations civiles et militaires de gestion de crise, de même que les exercices et manœuvres, y compris dans le cadre de la Politique commune de défense et de sécurité ». Mercure, dieu du commerce, tient la main de Mars, dieu de la guerre. Le même article 10 évoque « le potentiel de coopération militaro-technologique » et « l'amélioration des capacités militaires ». Sachant que l'Ukraine est le 8<sup>ème</sup> exportateur mondial d'armes<sup>5</sup>, Européens et Américains vont vendre leurs armements à l'Ukraine et moderniser son industrie d'armement, faisant d'une pierre deux coups (économique et militaire). Serait-ce l'empire euro-américain ?

### De l'empire

Au-delà des polémiques inhérentes aux postures militantes et militaires, il convient de se demander

<sup>4</sup> Op. cité, p.156

<sup>5</sup>[http://www.sipri.org/googlemaps/2014\\_of\\_at\\_top\\_20\\_exp\\_map.html](http://www.sipri.org/googlemaps/2014_of_at_top_20_exp_map.html)

<sup>3</sup> Benjamin Barber, *L'empire de la peur*, Paris, Fayard, 2003.

si la notion d'empire a une pertinence afin de savoir si la Russie, les Etats-Unis, l'Europe sont des empires ou peuvent le devenir.

Une littérature abondante existe sur le sujet de l'empire.

Relire les écrits d'Hannah Arendt sur l'impérialisme<sup>6</sup> validant la thèse de Rosa Luxemburg ne manque pas d'intérêt sur le point précis du « sol nourricier » précapitaliste nécessaire à l'accumulation élargie du capital. La double modernité actuelle consiste en la multiplication des « besoins » (plus ou moins nécessaires<sup>7</sup>) multipliant la demande et en l'extension planétaire de grandes firmes (monopolistiques ou oligopolistiques) pour les stimuler et les satisfaire par l'offre appropriée. La « globalisation » économique, voulue par les élites politiques, portée par la technique, est ainsi sectorielle (segmentée en marchés) autant que géographique. Elle épouse les contours de la marchandisation du monde, point sur lequel Karl Marx était indéniablement visionnaire. Ces grandes firmes sont adossées à des Etats dont elles partagent les intérêts en partie seulement (expatriation fiscale d'un côté, collaboration des industries d'armement, de Google et de Yahoo! avec la NSA de l'autre.)

Sami Naïr propose schématiquement une clarification : « L'empire est un système-monde, l'impérialisme est un comportement politique, économique, militaire, qui peut caractériser une grande comme une petite nation. (...) L'empire est le système marchand désormais mondialement dominant, l'impérialisme loge en son cœur, à travers l'hégémonie structurelle des Etats-Unis.<sup>8</sup> » Le « système marchand » évoqué par Naïr est en réalité, aujourd'hui, le capitalisme de marché, construit sur l'investissement, la vente mais aussi

l'accaparement de ressources<sup>10</sup>, naturelles ou non, y compris la ressource humaine que constitue le travail ou la force de travail.

Qualifier ce processus de « globalisation » obscurcit la compréhension en masquant les processus y conduisant mais aussi la hiérarchie et la diversité de ses composantes. C'est précisément pour cette raison que Michel Beaud avance la notion alternative de « système (capitaliste) national – mondial hiérarchisé » ou « SNMH ».

Au début des années 2000, accompagnant la vision néoconservatrice de George W. Bush et de son équipe, des auteurs britanniques comme Niall Ferguson ou Robert Cooper<sup>11</sup> ont franchement vanté les notions d'empire et d'impérialisme. Pour ces auteurs, les Etats-Unis préservent le système du chaos. Cooper écrit : « Le refus des Etats-Unis d'accepter la juridiction de la CPI et leur réticence envers les projets d'inspection d'armement illustrent assez bien leur prudence à l'égard des concepts postmodernes. Mais, l'Amérique étant à ce jour la garante du système, il est somme toute préférable qu'il en soit ainsi pour le moment.<sup>12</sup> » Toute puissance, impériale ou nationale, a besoin d'alliés, de vassaux, de « profondeur stratégique » et de « glacis ». « C'est à travers la notion architecturale de glacis que la profondeur stratégique s'inscrit dans l'espace géographique. Un glacis est un terrain dégagé dont on entoure une place forte, château, forteresse ou ville. Ses fonctions sont, d'une part, de libérer le champ de vision afin de rendre perceptibles les mouvements de l'assaillant et les moyens qu'il met en œuvre, cela à des fins d'anticipation, et d'autre part d'exposer cet agresseur aux tirs des défenseurs (...) Ce qu'on appelle aujourd'hui la stratégie d'influence, dont le *soft power* représente un

<sup>9</sup> Michel Beaud, *Histoire du capitalisme – 1500-2010*, Paris, Seuil, 2010.

<sup>10</sup> David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010.

<sup>11</sup> <http://observer.guardian.co.uk/worldview/story/0,11581,680117,00.html>

<sup>12</sup> Robert Cooper, *La fracture des nations – Ordre et chaos au XXIème siècle*, Paris, Denoël, 2003 (66)

<sup>6</sup> Hannah Arendt, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982.

<sup>7</sup> Cf. grille de lecture des besoins selon Michel Beaud, in Michel Beaud, *Capitalisme, système national / mondial hiérarchisé (SNMH) et devenir du monde*, Paris, L'Harmattan – Cahier du GIPRI n°4, 2006, p.68.

<sup>8</sup> Sami Naïr, *L'empire face à la diversité*, Paris, Hachette, 2003, p.10-11.

aspect, est devenue pour les Etats un moyen d'action privilégié, dans un monde où l'emploi de la force armée a vu son coût économique, moral et juridique considérablement augmenté.<sup>13</sup> »

La puissance internationale ne tient pas seulement à la multiplicité des attributs (économique idéologique, militaire) du pouvoir mais à la capacité de les associer, de les renforcer les uns par les autres. La guerre se gagne avec des combattants et des armes, mais aussi avec de l'argent (rentabilisé, soit du capital) et des propagandes diffusées par des médias. Le couplage du marché capitaliste et de l'industrie de l'armement est vanté par Thomas L. Friedman : « La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald ne peut pas prospérer sans McDonald, le constructeur du F-15. Et le point caché qui assure la sécurité du monde pour permettre aux technologies de la Silicon Valley de prospérer s'appelle l'armée américaine, l'armée de l'air, la marine et le corps des Marines.<sup>14</sup> »

## Conclusion :

A l'aune des critères d'empire, il s'avère que les Etats-Unis sont encore la première puissance économique, politique et militaire mondiale, territorialement et réticulairement. Ils ont la prédominance dans les institutions internationales et sont associées aux principales entreprises. Ils assurent le commandement de la première organisation politico-militaire, l'OTAN. Ils ont le soutien des principaux groupes médiatico-financiers (soft power). Ils affichent la volonté de

<sup>13</sup> Thierry Widemann, « Le concept de profondeur dans la pensée stratégique », in *Francophonie et profondeur stratégique*, Etudes de l'IRSEM, 2013 – N°26.

<sup>14</sup> « *The hidden hand of the market will never work without a hidden fist. McDonald's cannot flourish without McDonnell Douglas, the designer of the F-15. And the hidden fist that keeps the world safe for Silicon Valley's technologies to flourish is called the US Army, Air Force, Navy and Marine Corps.* Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, FSG, New York, 1999.

conserver leur leadership, selon des formulations et des moyens propres à chacun de leurs Présidents successifs. L'Europe vassalisée est le glacis de leur profondeur stratégique.

L'Europe est une puissance économique réelle, une puissance politique faible, une puissance militaire insignifiante, par son poids et ses divisions. Mais plusieurs de ses Etats relaient la puissance politique et militaire des Etats-Unis (Royaume-Uni, France), moyennant des divergences (encore ?) secondaires.

Après avoir étendu l'OTAN, les Etats-Unis et l'Union européenne entendent renforcer leur interdépendance au travers du projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (PTCI) dans le même temps où ils tentent d'arrimer l'Ukraine à leur solidarité économique-politico-militaire.

Au-delà, il s'agit de renforcer l'alliance trilatérale Europe-Etats-Unis-Japon (en y associant des pays ayant des rivaux au sein de la Trilatérale, comme la Corée du Sud - méfiante à l'égard du Japon) ou la Turquie – opposée à la Grèce) contre la Chine, prétendante à l'hégémonie.

Dans ce contexte, prise en étau entre le bloc américano-européen à l'Ouest et la Chine à l'Est, la Russie, pays le plus vaste de la planète, puissance nucléaire, grand fournisseur de gaz virtuellement concurrencé par le gaz de schiste étasunien, se perçoit sur la défensive. Elle se sent aussi menacée, sur son flanc sud, par le terrorisme djihadiste. Elle ne peut que tenter de renforcer aux marges sa « profondeur stratégique » et son « glacis » par la récupération de l'Ossétie du Sud ou de la Crimée, consentantes ; des miettes d'empire. Il est clair qu'Américains et Européens sont plus puissants que les Russes dans le *soft power*, plus encore dans le *smart power* (combinaison de soft et de hard power).

La Russie peut se conduire en impérialiste continental, voire local, pas davantage. Ses rivaux européens et américains sont d'ores et déjà des puissances impériales dotées de tous les attributs

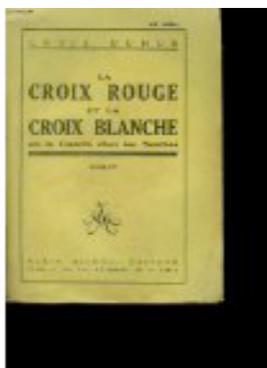
de l'hégémonie mondiale. L'avenir dira ce qu'il en est de la Chine.

Russes et Euro-américains veulent tous deux faire de l'Ukraine au mieux un allié, au pire un glacis, surtout pas un adversaire. Leurs moyens quantitatifs et qualitatifs diffèrent amplement.

*Note d'analyse - 2 mai 2014*  
*Gabriel Galice*

## NOTES DE LECTURES

### Littérature et Grande guerre en Suisse



#### *La croix rouge et la croix blanche* Louis Dumur

L'actualité nous plonge dans la commémoration du déclenchement de la Grande guerre, ce massacre qui inaugura le XXème siècle. Pour leur part, les Genevois célèbrent le bicentenaire de leur entrée dans la Confédération.

Il vaut la peine de lire (ou de relire) le roman historique de Louis Dumur : *La croix rouge et la croix blanche*, sous-titré *Ou la Guerre chez les Neutres*, publié en 1925 chez Albin Michel, à Paris.

Auteur méconnu, Louis Dumur (1860.1933) vécut à Paris, où il fréquenta assidûment les cercles littéraires. Après *Nach Paris* (1919) et *Les défaitistes* (1923), *La croix rouge et la croix blanche* tisse une histoire d'amour fictive dans la trame de la réalité historique de la Suisse de la Guerre de 1914-18. Clermonde Tallatin, jeune fille d'une bonne famille genevoise, tombe amoureuse d'un beau capitaine bernois d'extraction aristocratique, Berthold von Giesbach. Tout irait bien si la guerre ne séparait radicalement les Romands francophiles des Alémaniques germanophiles. « *Il est en effet à craindre, dit-il, que nous ne nous entendions guère avec les confédérés de la Suisse alémanique. Ils ont une manière de voir qui n'est pas la nôtre. Je dois avouer que je suis assez déçu par la faiblesse dont on fait preuve à Berne en de telles circonstances* » (p.82) Pendant la guerre, Clermonde est une bénévole très active à l'Agence des Prisonniers de Guerre de la Croix Rouge « *Très vite, L'Agence avait du quitter son local de la rue de l'Athénée pour se transporter au Palais Eynard, prêté par la ville.* » (p.146)

Le fossé entre Alémaniques et Romands s'avère d'autant plus compromettant que le fringant capitaine von Giesbach est affecté à l'état-major du Général Wille, commandant en chef de l'armée suisse. Ulrich Wille (Hambourg 1848 – Meilen 1925) qui fit ses études à Berlin, puis épousa la comtesse Clara Gräfin von Bismarck, ne cacha pas ses sympathies germanophiles. « *J'ai toujours pensé que ce Moltke n'était pas à la hauteur de sa tâche, mugit Wille, en secouant sur son cou de taureau sa face enluminée. C'est très bien d'avoir un beau nom mais ce n'est pas tout. Malheureusement, l'empereur se laisse trop facilement séduire par le prestige des beaux noms. Si j'avais été admis à lui exprimer mon avis, je lui aurais dit: Majesté, à la tête du Haut Commandement de vos armées en campagne, mettez donc...* » (p.120)

A la fin de La guerre : « *C'était la fin.*

*A l'exaltation du printemps avait succédé, à Berne, l'accablement de ce terrible été pendant lequel*

*s'était consommée la défaite allemande. Dès le milieu d'août, il n'avait plus été possible de douter que ce fut l'échec irréparable de la colossale aventure. Le général Wille n'en revenait pas et buvait force flacons de cognac pour se consoler.» (p.305-305)*

En 1916, l'affaire des colonels coupable d'avoir transmis des informations confidentiels aux attachés militaires allemand et austro-hongrois, témoigne du climat de l'époque.

Joie d'un Genevois commémorant le centenaire du rattachement de Genève à la Confédération : « *Non seulement je l'avoue, mais je le proclame. Et je n'ai même pas besoin de l'enivrement d'un jour comme celui-ci pour me sentir heureux et fier d'être Suisse. C'est toujours et en toute circonstance que j'éprouve cette fierté. Quand je vois ce qui se passe ailleurs, autour de nous, dans cette Europe qui nous enclave, dans ce monde où nous ne paraissions qu'un îlot perdu, je me murmure souvent et sans ironie ces mots que l'on a tort de ne plus prononcer que par dérision : « Il n'y en a point comme nous ! » »*

Dumur consacre de longs développements aux affaires dans la guerre :

« - *Autrement dit, monsieur, s'écria le journaliste pourpre d'indignation, ce sont les neutres qui entretiennent l'armée allemande ?*

*Exactement cela, et nous n'en sommes pas peu fiers. Sans nous, l'Allemagne aurait été dans l'incapacité de continuer la guerre. Elle se serait vue contrainte de capituler dès le milieu de l'année dernière.*

*Vous me suffoquez.*

*Je vais vous suffoquer bien davantage, mon pauvre monsieur Bonnard. Que direz-vous, quand je vous apprendrai que ce ne sont pas seulement les neutres qui ravitaillent l'Allemagne, mais aussi, mais surtout peut-être, le principal ennemi de l'Allemagne, l'Angleterre, par l'intermédiaire de ces mêmes neutres ? Aussi que voyons-nous ? Alors que chez nous les importations*

*diminuent parce que la France tient la clé de la porte, chez les neutres maritimes, où c'est l'Angleterre qui contrôle, elles augmentent formidablement. Le cacao, par exemple... Mais n'allez pas raconter cela dans vos journaux !...*

*Soyez tranquille. Il y a bien d'autres choses que je ne raconte pas.*

*Le cacao, denrée précieuse en temps de guerre, a vu s'accroître en 1913, de plus de douze fois les quantités que l'Angleterre exportait en temps de paix aux Pays-Bas et dans les Etats scandinaves. (...) Les importations de résine, matière essentielle aux industries de guerre, sont actuellement, aux docks de Copenhague, mille fois plus fortes qu'en 1913. Tout le ciment dont les Allemands se servent pour leurs abris bétonnés de mitrailleuses, leur arrive d'Angleterre par la Hollande. L'étain, le nickel, ce dernier métal tout particulièrement nécessaire pour les munitions, sont également fournis à l'Allemagne par les Anglais. (...) C'est ainsi que se comporte ce grand pays commerçant, qui met la prospérité de son négoce au-dessus même du sang de ses enfants et qui, tandis que ces stupides tommies se font casser la figure sur les champs de bataille, fait la fortune de ses marchands de Liverpool et de ses banquiers de la Cité.*

*C'est épouvantable ! ne put que s'effarer Albert Bonnard.*

*Et vous voudriez, reprit magnifiquement Schulthess, vous voudriez que notre petite Suisse, qui a bien de la peine à vivre, s'interdît, par je ne sais quel scrupule, de participer, pour sa faible part, à ces fabuleux profits ? Non, monsieur, non, mille fois non. Mon devoir à moi, entendez-vous, mon devoir est de favoriser de tout mon pouvoir cette fructueuse politique économique qui enrichit mon pays. Nous sommes germanophiles, oui, mais croyez bien que ce n'est pas par simple germanophilie que nous ravitaillons les Allemands. C'est par intérêt. nous avons une occasion prodigieuse de gagner de l'argent*

*et nous n'en gagnerions pas ? Nous voulons en gagner. Nos commerçants, nos industriels, nos braves paysans suisses veulent en gagner. Ils en gagnent. Ils en gagnent gros comme eux. Et ce sont de bons marks allemands, monsieur, de bonnes couronnes autrichiennes qui tombent dans nos caisses. Et c'est tant mieux, et c'est excellent. Tout le monde est content ; toute la Suisse en est reconnaissante à ses autorités, m'en est reconnaissante à moi. De bons marks allemands, monsieur, entendez-vous ?... de bons marks allemands !*

*Dieu veuille que ces marks mal acquis, proféra Bonnard hors de lui, se dissolvent en poussière entre vos doigts !...*

*Le diable lui-même, rétorqua sarcastiquement Schulthess, ne saurait vous exaucer. Le mark est aussi solide que l'Allemagne, et l'Allemagne est solide au-dessus de tout. » (p.272-274)*

L'auteur implique ses personnages dans les préparatifs de l'envoi de Lénine en Russie, opération conçue par l'Allemagne impériale pour affaiblir l'empire russe. « *Du côté suisse, on avait tous les concours, tous les appuis désirables, et aux socialistes de la première heure, les Grimm, les Platten, s'adjoignaient maintenant des personnalités officielles, telles que le Conseiller fédéral Edouard Müller, chef du Département de Justice et Police, et le conseiller fédéral Hoffmann, chef du Département politique, qui s'intéressaient vivement l'un et l'autre au succès de cette opération. » (p.257)* Sa description des grossiers bolchéviks manque autant de nuances que celle des inélégants Alémaniques, Berthold von Giesbach mis à part. « *Tout le fond de la salle, du côté des fenêtres, était occupé par les russes. Il y en avait une vingtaine, faces singulières, inquiétantes, broussailleuses, aux yeux avides, aux nez sémites ou aux pommettes saillantes, jaunes et mongoles. » (p.260)*

L'appartement bernois de Berthold sert de lieu de rencontre entre officiels allemands et dirigeants bolchéviks :

*« Puis le diplomate balbutia : Camarade Lénine, nous avons confiance en vous. Les mâchoires du bolchévik s'ouvrirent pour un strident éclat de rire :*

*- Votre confiance, je n'en ai pas besoin, je la méprise, je crache dessus. je ne travaille pas pour vous, mais pour la cause, pour moi. Et vous y passerez aussi, brigands, je vous l'ai dit. Vous ne perdrez rien pour attendre. Après la Russie, ce sera le tour de l'Allemagne ! Son bras partit comme une décharge et son index forcené vint presque frôler le menton glabre du Tattenbach. » (p.293-294)*

Clermonde surprend les tractations et renonce aussitôt après à ses fiançailles avec Berthold.

*« J'ai assisté à toute l'odieuse machination qui s'est nouée dans cette salle entre ces ruses et vous. Jamais je n'aurais cru qu'il pût se commettre de pareilles infamies dans notre pays. Je ne dis pas cela pour vous, Monsieur le comte de Tattenbach. Vous êtes Allemand, vous êtes en guerre, vous vous défendez par tous les moyens, fût-ce les plus vils, et vous n'hésiteriez pas à mettre le feu au monde pour sauver votre Allemagne. Mais vous, monsieur de Giessbach, vous citoyen suisse, vous, capitaine dans l'armée fédérale, vous qui appartenez à une des plus vieilles familles de notre pays, que vous puissiez vous faire le complice des crimes contre l'humanité et contre la civilisation prémédités par un peuple affolé d'orgueil et en véritable état de démence, voilà qui me surpasse tellement que je préfère ne plus comprendre pour ne pas avoir à trop vous haïr. Adieu. » (p.296-297)*

---

### POUR VOUS INFORMER

Un ouvrage de **Yves Michel** préfacé par **Alain Joxe**. Cet essai inclut quelques mises au point à la fois sur les enjeux polémologiques autour de l'affaire COP21.

Un point de vue intéressant !

<http://www.yvesmichel.org/product-page/livres-a-paraitre/guerre-et-paix-et-ecologie>

On nous signale également un ouvrage de **Claude Serfati** sur *L'industrie française de défense* à paraître fin octobre à La Documentation Française dans la collection "Les études de la Documentation Française".

Nous vous recommandons la lecture de l'ouvrage de **Mondher Kilani Tunisie : carnets d'une révolution** qui vient de paraître aux éditions Petra dans la collection "Terrains et théories anthropologiques". L'ouvrage comprend aussi 3 cahiers photo.

Cet ouvrage veut faire entendre les voix qui se sont exprimées lors de la Révolution tunisienne. Il restitue la parole qui a occupé l'espace public, la conversation et la bienveillance qui ont circulé entre les citoyens et le bien commun qui les a réunis.

### A VOIR

**Exposition à la Bibliothèque nationale suisse et au Musée de la communication**  
**Jusqu'au 9 novembre à Berne**

**« Sous le feu des propagandes  
La Suisse face à la Première  
Guerre Mondiale »**

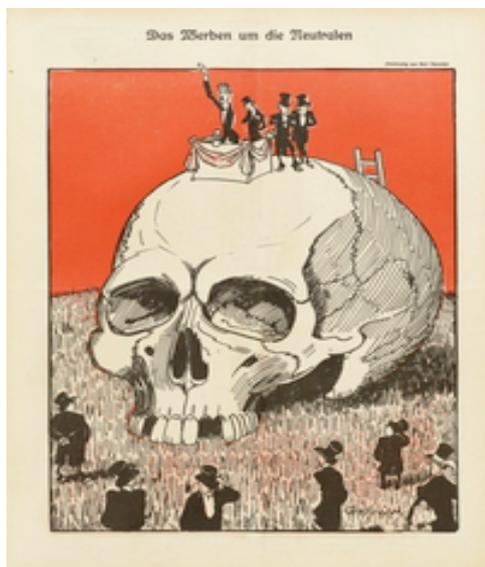
L'exposition met en relief la guerre des propagandes et le déchirement intérieur vécu par la Suisse. En témoignent les journaux, revues, affiches, cartes postales, photos, etc. Tous ces médias ont connu un grand développement à cette époque. Des historiens d'art, des spécialistes des archives littéraires et des historiens de l'architecture présentent l'exposition sous l'angle de leur spécialité.



Johann Friedrich Boscovits, Die geteilte Schweiz. Eine symbolische Darstellung, in Nebenspalter, 43 (10.11.1917)  
© Nebenspalter Verlag

### Boches contre Français

De 1914 à 1918, l'Europe est déchirée par la Première Guerre mondiale. Même si elle ne participe pas aux combats, la Suisse est en état de guerre. L'armée est mobilisée, les frontières occupées, le Conseil fédéral déclare la neutralité. Mais un fossé partage le pays. Alors qu'une grande partie de la Suisse allemande se prononce clairement pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la Suisse romande prend majoritairement parti pour la France et ses alliés.



Karl Czerpien, Das Werben um die Neutralen, in Nebelspalter, (21.8.1915) © Nebelspalter Verlag



Peter Behrens, Deutscher Werkbund, Ausstellung auf dem Kirchenfeldplatz Bern, Affiche, 1917 © Kunstanstalt Kümmerly & Frey, Bern

## La guerre de propagande

Les nations belligérantes perçoivent ce déchirement intérieur et cherchent à en profiter. Elles utilisent cette situation pour lancer une guerre de propagande d'une ampleur inédite sur le territoire suisse. Dans le contexte troublé du début de la guerre, les journaux sont grandement dépendants des informations contrôlées qui lui parviennent de l'étranger. A partir de 1915, la situation devient encore plus critique, car la propagande allemande prend le contrôle occulte des journaux suisses allemands et la propagande française celui de la presse romande. Les puissances combattantes font tout pour influencer l'opinion publique suisse et créent même leurs propres revues et agences de presse. Dans les dernières années de la guerre, ils instrumentalisent aussi la culture en achetant de nombreux théâtres et cinémas et en organisant de grandes expositions dans les villes.

## Bibliothèque Nationale Suisse

Halwylstrasse 15 – 3005 Berne

## Musée de la Communication

Helvetiastrasse 15 – 3005 Berne

Du 21 août au 9 novembre – Lu - Ve 10h – 18h

Sa – Di 10h – 17h Entrée libre

<http://www.nb.admin.ch/aktuelles/01962/04500/04681/index.html?lang=f>

## INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

*Présidente du comité d'honneur* : J. Berenstein-Wavre  
*Bureau de la Fondation* : G. Galice (Président), G. Antille (Trésorier), M. Guéniat (Secrétaire), J. Deschamps, J. Diezi, J. Dubochet

**Rue de la Paix 7 Bis,, bureaux 38/39  
 1202 Genève Suisse  
 022 301 71 40**

Site internet : [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)